

LE BI-LAN(G) CULTUREL DE LA DÉCENNIE

(Culture et Faux-semblants)

" Tout est culture en fin de compte." (F. Mitterrand)

Après dix ans de pouvoir quasi ininterrompu d'un Ministre de la *Culture*, il n'est pas trop tôt pour évaluer objectivement les résultats de sa politique. Laissons de côté le personnage et ses slogans aussi vains que vides (*l'Imaginaire au Pouvoir*, le *Ministère de L'Intelligence*, le *Parti du Mouvement* etc.) pour ne nous attacher qu'aux effets de son action, en nous limitant ici à ses grandes lignes et à son sens global. Précisons néanmoins d'emblée qu'outre le fait que celle-ci n'est pas exclusivement la sienne, mais celle du Président et de tout un parti, voire de couches sociales entières qu'ils représentent et qui la cautionnent, elle s'inscrit elle-même dans un contexte déterminé dont elle subit nécessairement les contraintes, et qu'elle ne saurait donc être imputée à la seule « responsabilité » d'un individu, quel qu'il soit. D'ailleurs depuis la loi de décentralisation, l'État n'est plus l'unique maître d'œuvre des opérations culturelles, dont une bonne partie échoit aux collectivités locales, sans parler des initiatives simplement privées. Aussi il ne s'agit pas tant de mettre en cause une Personnalité publique, si (peu) importante soit-elle, mais bien davantage de questionner une époque ou plutôt un moment historique : la Contemporanéité.

Commençons tout d'abord, à l'écart de tout parti pris, par rendre justice à une politique culturelle qui, contrairement à ce que prétendent certains esprits chagrins et partiaux, ne s'est pas restreinte à des manifestations ludiques ou symboliques sans résultat durable (*Fête du Livre*, *de la Musique*, *du Cinéma*), mais s'est également traduite par des acquis importants, à défaut d'imposants, irréversibles ou majeurs. En premier lieu l'on notera et soulignera l'augmentation significative des crédits alloués à la Culture. Ajoutée à la déconcentration et la décentralisation tant des décisions que des sources de financement, elle a permis l'accroissement et l'extension des Bibliothèques, des Discothèques (prêts de disques), ainsi que celles, parfois jusqu'à l'excès, des Centres d'Art dramatique, des Écoles d'Arts plastiques, de Musique, de Danse ou de Pantomime, et la multiplication des Orchestres symphoniques régionaux. L'« activisme » ou le « bouillonnement » ministériel de ces dix dernières années s'est ainsi concrétisé sous la forme d'un enrichissement matériel incontestable du potentiel culturel effectif de notre pays. Sauf mauvaise foi, nul ne peut en disconvenir. Les chiffres, aussi bien officiels qu'officieux, l'attestent.

Mieux, à ce progrès seulement physique, l'on adjoindra l'effort, au moins apparent, d'une action culturelle visant les catégories les plus défavorisées (Agence nationale pour la création en milieu rural, Commission nationale pour le développement social des quartiers, Lutte contre l'illettrisme ou l'exclusion) et l'introduction de la création esthétique dans les entreprises et sur les lieux de travail en général ; soit une tentative valeureuse de rapprochement ou de réconciliation du Prolétariat et de la Culture. Il est vrai que de la part d'un Ministère dit socialiste, c'est le moins que l'on était en droit d'attendre. Enfin l'on n'oubliera pas de rappeler la loi Lang sur le Livre, destinée à protéger sa commercialisation et à empêcher celui-ci d'être assimilé à un produit économique parmi d'autres ...

Seulement à propos de ce dernier et capital exemple -le Livre formant le véhicule privilégié des Lettres, elles-mêmes à la base de toute Culture- on remarquera justement un paradoxe de taille et symptomatique. En dépit de l'énergie déployée pour la promouvoir et la protéger, la Lecture, que l'on distinguera de la pratique qui consiste à feuilleter un journal ou une bande dessinée, a reculé en France, comme partout, au profit de la vision (image) ou de l'audition (son), chacun semblant s'être résigné à cet état de fait quand il n'y voit pas simplement la nécessité de « réviser » profondément le concept même de Culture. Etc'est précisément là la limite ou l'autre aspect, le plus *languien*, de la politique menée depuis dix ans, le reste, pour louable qu'il soit, s'inscrivant dans une certaine continuité (suite), prolongeant l'action des prédécesseurs, œuvre dont le Ministre n'a donc point le mérite exclusif, même s'il lui a donné éventuellement une ampleur inusitée.

S'il fallait par contre spécifier par un trait l'effet culturel Lang : socialiste, on pourrait le caractériser par une (double) mésinterprétation et/ou « perversion », fort courante à vrai dire du mot Culture.

D'un côté -face Lang proprement dite de la politique culturelle- confondant le sens anthropologique -toutes les expressions humaines font partie de la culture- et le sens strictement idéal ou esthétique -seules les créations purement « intellectuelles » méritent pleinement le qualificatif de ce terme-, le Ministère a massivement encouragé une série de productions variées, mais toutes plus industrielles que véritablement esthétiques : un certain cinéma, la bande dessinée, la chanson de variétés ou le rock, la publicité, la (haute ?) couture et, pourquoi pas demain, à moins que ce ne soit déjà chose faite, l'agriculture de qualité et les arts ménagers ?

Certes nous ne méconnaissons pas la valeur pédagogique de certains arts mineurs -à supposer que cette dénomination puisse s'appliquer en l'espèce- mais pour que ceux-ci jouent effectivement un tel rôle, encore faudrait-il qu'ils ne soient qu'un moyen (voie de passage) et nullement une fin en soi. Or combien de jeunes aujourd'hui ne « lisent » plus que de la bande dessinée, tout en se considérant, avec la bénédiction des statistiques officielles, comme des lecteurs authentiques ou avérés ? Est-ce la fonction d'un Ministre de la Culture d'aider des pratiques que le Marché encourage suffisamment ? Ce faisant, au-delà de l'aide matérielle, il « consent » à elles et fournit une caution idéologique à tout et n'importe quoi et plus particulièrement à divers secteurs d'activité travaillant essentiellement pour les loisirs (les jeux) et le spectacle (les variétés), la communication et le tourisme ou le luxe et la mode. Et si la finalité économique (promotion de certaines industries, voire enrichissement de ses agents) et politique (contrôle et divertissement intéressé des masses) d'une telle entreprise s'avère patente, sa valeur artistique l'est beaucoup moins.

De l'autre côté -face plutôt présidentielle de la Politique ici en cause- réduisant le vocable de Culture à quelques pratiques particulières, incontestablement purement culturelles elles, mais indûment privilégiées (Opéra, Peinture, Recherche), Mitterrand a ordonné à grands frais la construction de gigantesques temples (Opéra-Bastille, Grand Louvre, Bibliothèque de France), destinés à une « élite » dont le Goût particulier est censé servir de canon universel.

L'activisme sous-culturel du Ministre, présumé être pourtant celui de la Culture, et de son équipe se voit ainsi compensé et dédouané par l'édification érudite mais ruineuse d'un Président qui prétend s'exprimer au nom de la République, lors même qu'il ne s'adresse de toute évidence qu'à une minorité. Là encore les buts économiques et politiques apparaissent clairement : aide au secteur du bâtiment, prime offerte à une fraction de la Grande Bourgeoisie, prébendes concédées à ses amis et prestige du Prince. On en contestera en revanche hautement le bénéfice culturel pour l'ensemble du corps social. L'intérêt général pour la Musique, la Peinture, la Littérature et la Science en sort-il vraiment renforcé ? Il suffit de lire les enquêtes sur le goût esthétique populaire en France pour se convaincre du contraire. L'augmentation du taux de fréquentation des musées ou des expositions ne contredit pas ce point, car celle-ci ressort davantage de la mondanité ou du signe social que d'un réel Amour de l'art.

Entre ces deux pôles extrêmes -du faux universalisme et du véritable particularisme mais qui conduisent rigoureusement à la même conséquence - soit dans l'ordre de la facilitation de l'accès aux arts et au Savoir à tous, c'est-à-dire au plus grand nombre, rien ou presque n'a été sérieusement tenté. L'état de délabrement matériel et moral des lieux naturels de la transmission démocratique des Idées, les Écoles, l'Université, les Bibliothèques scolaires, sans évoquer la Télévision, suffit à le prouver.

Résultat : on n'a jamais autant discours vertueusement sur la Culture que durant la décennie écoulée, tout en assistant à une des plus formidables régressions culturelles effectives, des jeunes en particulier, au point qu'il conviendrait peut-être d'inverser l'axiome marxiste classique, fréquemment invoqué. Ce n'est plus en effet la classe dominante qui impose, de nos jours, ses goûts et ses idées aux classes dominées ou défavorisées, mais ce sont bien plutôt ces dernières qui font valoir leur manque de Goût -tout à fait explicable et excusable lui, en l'absence d'une Éducation et sensibilisation appropriées- comme Norme jusque dans les sphères les plus hautes de l'État.

Que, dans le même temps, l'École se soit démocratisée, s'ouvrant de plus en plus à toutes les couches sociales, et partant que le niveau scolaire moyen de la population se soit indéniablement élevé, ne change fondamentalement rien au Mal que nous diagnostiquons, dans la mesure où cette progression ne concerne que les connaissances ou les informations proprement dites et ne s'est point accompagnée ou en tout cas de façon fort insuffisante, partie faute de moyens adéquats, partie à cause du gaspillage des moyens disponibles, d'un développement parallèle des exigences strictement culturelles.

Assurément, et nous en avons parfaitement conscience, ce phénomène renvoie à des raisons économiques, sociales, idéologiques, autrement plus profondes que la seule «mauvaise» volonté de quelques politiciens qui n'est elle-même qu'un des effets de celles-ci et par suite un des symptômes de la « décadence » ; il demeure néanmoins que ceux-ci n'ont pratiquement rien entrepris, en dépit ou plutôt à cause justement de leurs gesticulations et promesses, pour l'enrayer ou le ralentir.

Etsi le volontarisme ne saurait ici, comme ailleurs, suffire, il n'en reste pas moins la condition initiale obligée de toute politique authentique, a fortiori de celle qui aspire à un changement du cours des choses. Or, force est de le constater, hormis dans l'incantation ou le verbe, un réel et sincère (tenace) désir, pour ne pas parler d'une quelconque volonté, de progrès a fait manifestement et cruellement défaut.

Pire : au nom d'une démocratie mal comprise, les « Socialistes » se sont purement et simplement alignés sur, quand ils ne sont point fait carrément les champions de la « Médiocratie » la plus plate, rabaissant le sens idéal du mot Peuple (*Démos*), tout comme celui de Culture, à son sens réel (vulgaire), et ne jugeant finalement des deux qu'à l'aune de règles quantitatives.

C'est pourquoi le Bilan culturel des socialistes peut être taxé de globalement négatif, et d'autant plus négatif qu'il n'est même pas véritablement *socialiste* mais proprement réactionnaire, puisqu'il maintient les masses dans l'inculture, tout en leur donnant l'aveugle illusion d'être de plain-pied avec la Culture. Au crédit d'une telle politique on aimerait porter, outre les quelques acquis relatifs, signalés au début, son unique réussite tangible, totale et presque indiscutable, une mystification quasi sans précédent. Encore faudrait-il s'assurer qu'elle ait été vraiment préméditée.

Dans le contexte actuel quelqu'un(s) d'autre(s) de la classe politique que nous connaissons aujourd'hui, aurai(en)t-il(s) fait mieux à leur place ? Il est permis d'en douter. Une chose cependant ne souffre pas de doute : il(s) n'aurai(en)t certainement pas entretenu l'illusion d'œuvrer dans le sens du Socialisme. Quoiqu'il en soit, il n'est pas interdit d'espérer que, passé le temps des (dés)illusions, viendra celui de la Vérité. Mais il n'est pas nécessaire d'attendre celle-ci pour commencer à dénoncer et condamner la «démagogie» et le «modernisme» contemporains et essayer d'entreprendre Autre Chose : le Socialisme culturel effectif, c'est-à-dire l'aide aux seuls Artistes et savants et la diffusion ou vulgarisation de leurs œuvres à tous, afin de permettre à chacun de devenir éventuellement et pleinement « créateur ».

Et pour décider quel(le)s sont ceux-là ou celles-ci, point n'est besoin d'autre Canon ou Critère que celui qui a, de tout temps, présidé aux créations spirituelles : la constitution d'un Sens universel. Quant à savoir qui se chargera de réaliser ce Programme, il appartient à l'Histoire de le dire ...

J. Brafman (Blois le 10 mai 1991)